



8 Avril 1946... ... 8 Avril 2016



"LA BELLE FRANCE QUE NOUS ALLONS FAIRE"

Ainsi s'exprimait, Marcel PAUL, alors ministre de la production industrielle au lendemain de la loi de nationalisation du 8 avril 1946 en s'adressant à Pierre Simon, le premier PDG d'Electricité de France.

Cette formidable ambition devenait possible grâce aux luttes sociales et au rapport de force politique de l'époque.

Le Programme du Conseil National de la Résistance entrainait dans la vie. Services Publics du gaz et de l'électricité, eux-mêmes boustés par un Statut National du personnel au contenu social avancé (1), création de la Sécurité Sociale par Ambroise Croizat... Il s'agit d'un acte et d'un héritage qui ont marqué fondamentalement l'histoire politique, économique, industrielle et sociale de ce secteur clé de l'économie nationale. Un héritage tel que ne laisseront jamais des fossoyeurs de l'économie tels les MACRON et Consorts... L'existence d'un service public nationalisé fait l'objet d'un débat et d'un combat permanent depuis près de trois quarts de siècle... Ce 70ème anniversaire est l'occasion de tirer le bilan de son existence. C'est aussi tirer des enseignements de la déréglementation qui a conduit à la situation que nous connaissons aujourd'hui.

(1) Le Statut National du Personnel :

Quels sont les grands traits de ce texte ?

Outre une grille unique des salaires pour tous, femme, homme, manœuvre, ingénieur... un régime maladie avec le versement du salaire intégral durant 3 ans, plus 2 autres si nécessaire... un congé maternité, en 1946, de 18 semaines... une retraite à 60 ans pour les services sédentaires, 55 pour les actifs (60 ans pour tous, ce n'est qu'en 1982)... Les activités sociales... ce sont aussi des droits nouveaux...

Au moment où le monde du travail est aux prises avec ce projet EL KHOMRI, destructeur des hommes, des femmes et de l'économie de notre pays, **le droit nouveau**, peut être le plus **important** contenu dans ce statut est le **droit au travail**.

Le statut n'inclut en effet aucune clause de licenciement, c'est un fait unique. Aucun agent ne peut être licencié pour cause de suppression d'emploi, la sécurité de carrière est ainsi absolument assurée. Ainsi, pour la première fois, une disposition réglementaire garantit qu'en aucun cas l'évolution scientifique et technique, fruit des progrès de la recherche, ne pourra devenir facteur de régression sociale. Il s'agit là des prémices de la sécurité professionnelle que beaucoup vont revendiquer au début des années 2000.

En effet, **SOIXANTE DIX APRES QUE RESTE-T-IL DE CETTE AMBITION ?**

Si pendant près de quatre décennies EDF et GDF ont pu jouer - certes avec des insuffisances et contradictions - leur rôle moteur en matière économique et sociale, sous les coups de la rentabilité financière, les deux entreprises publiques et nationales ont été détournées de leurs objectifs initiaux.

Ce que nous connaissons aujourd'hui n'est autre chose qu'une accentuation d'une contre offensive néolibérale. C'est le capitalisme financier qui impose sa loi. C'est le système de l'argent roi avec son lot de scandales de toute nature...

La démocratie est confisquée, le travail est de plus en plus précaire, flexibilisé... nous vivons dans une situation dangereuse qui peut nourrir un populisme comme dans les années 1930...

Tout cela, toujours au nom des mêmes arguments, notamment celui de la compétitivité des entreprises. C'est en son nom que se multiplient les cadeaux aux entreprises.

Mais de quelle entreprise parle-t-on ? Celle d'une communauté, d'hommes et de femmes, d'ouvriers et de cadres, de jeunes et de retraitables, qui crée les richesses ou bien celle de la finance, du capital ?

Oui, il faut choisir entre le capital et le travail. Celui-ci n'est pas un coût, au contraire, c'est une richesse. Le travail est un atout qu'il faut valoriser.

Tout changement fondamental et durable ne sera que s'il est social. Le social, c'est bien sûr la réponse aux revendications, mais aussi mettre de « l'en commun » dans toute la société. Tel était le sens de la nationalisation de l'électricité et du gaz en 1946. De « l'en commun » entre les personnels, certes, mais aussi avec et entre les usagers ; la péréquation tarifaire, le droit à l'accès à l'énergie, bien remis en cause aujourd'hui...

Tournez, SVP.

L'oubli du passé est mortel au progrès

Régis DEBRAY

Comment s'y retrouver dans la situation actuelle ? Telle est la question lancinante qui traverse toutes les femmes et tous les hommes de progrès.

En effet, ce qui domine dans la tête des salariés, c'est un mélange d'espérance, de doute, d'interrogation, d'expectative, de déception...

Alors, à la CGT d'être elle-même, force de propositions, agitatrice d'idées sans timidité ni complexe. Nos anciens ont osé avancer des idées parfois hardies, qualifiées souvent d'utopiques. Mais l'utopie cesse de l'être quand elle devient réalité.

Savoir d'où l'on vient pour savoir où aller est incontournable. Nous sommes tous les héritiers d'une situation qu'on ne choisit pas. L'histoire ne donne pas de leçon toute faite car elle ne se répète pas. L'expérience d'hier ne saurait se substituer à ce qu'il faut construire aujourd'hui. Par contre, en éclairant les enjeux du présent, elle aide à façonner une culture de l'analyse, pour tous, un sens de la décision opportune au moment où tout est mis en œuvre pour imposer une dictature de l'actualité...

Parce que nous avons cette **ambition**, que vous soyez **toujours plus acteur de votre destin, de votre histoire, la CGT va mettre à disposition**, dans les jours, semaines et mois à venir, **un ensemble d'initiatives** nous permettant d'éclairer notre passé (expo, film, débats...) **pour, ensemble, consciemment, construire l'avenir...**

En effet, l'histoire nous enseigne aussi que tout est rapport de force lucide et responsable. L'histoire nous enseigne que le rassemblement, l'unité sont gages d'efficacité si nous savons passer de l'horizon d'un seul à celui de tous. C'est dire le refus de toute intolérance, tout clivage.

N'EST-CE PAS D'UNE BRÛLANTE ACTUALITE ?

Alors que les services publics de l'électricité et du gaz, l'avenir de leur personnel, sont au cœur d'une tourmente jamais connue depuis 70 ans, il importe plus que jamais, qu'ensemble nous élaborons propositions et pistes d'action pour imposer que le partage et l'égalité soient au cœur des choix et décisions.

Le mot nationalisation ne doit pas être tabou, point central d'un pôle public dans lequel nous devons préciser le rôle de chacun.

Il y a **urgence**, alors que les **lois de décentralisation, de transition énergétique** (ou plus exactement de « transaction électrique »)... **sont très lourdes de dangers pour le Service Public, la solidarité et les garanties collectives du personnel...**

Notre futur en dépendra !



Vous ne voulez pas en rester là ! Vous voulez que ça change : Ensemble, dans le syndicat, nous serons plus fort.

NOM : PRENOM :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Téléphone : Portable :

Courriel :@.....

Signature :

Remettre à un militant de votre connaissance ou envoyer à : Syndicat EDF-GDF - 76 Traverse de la GAYE - 13009 MARSEILLE